

MARDIS DES BLOUSES BLANCHES

« La mobilisation prend de l'ampleur »

Le personnel de santé va à nouveau exprimer son ras-le-bol ce mardi.

Une mobilisation qui devrait s'intensifier, estime la CNE.

● Céline DEMELENNE

Flexibilité, polyvalence, augmentation de la charge de travail : après une première mobilisation la semaine dernière, le personnel de santé dénoncera à nouveau ses conditions de travail ce mardi, en Wallonie et à Bruxelles.

En hôpital, dans les soins à domicile ou en maison de repos : les travailleurs ont carte blanche concernant leur mode de protestation. « Les actions ont été bien suivies pour le premier "mardi des blouses blanches", c'est positif », indique Yves Hellendorf, secrétaire national CNE pour le non-marchand. Ce mardi, les personnes

qui souhaitent dénoncer leurs conditions de travail porteront, une fois encore, un brassard ou un autocollant, par exemple. Nous avons aussi eu des demandes complémentaires concernant la multiplicité des modes d'actions. »

Le permanent syndical se dit confiant à l'égard de la mobilisation du personnel de santé, ce mardi. « On devrait voir une hausse significative par rapport à la semaine dernière. » Des séances d'information ont en effet été organisées en ce sens.

Vers le front commun

La campagne devrait donc prendre de l'ampleur, a fortiori si ces revendications ne sont pas entendues. À cet égard, la CNE, à l'origine de la campagne, a lancé un appel vers le front commun.

« Nous ne sommes pas absolument attachés au concept de "mardis des blouses blanches". Nous avons conscience que cela peut peut-être constituer un blocage, car l'initiative porte sans doute un peu trop la marque d'un syndicat. » Mais la contestation pourrait parfaite-

ment prendre une autre forme. « Nous aurons une réunion du front commun la semaine prochaine. »

Quid de l'impact de ces actions sur les patients ? « Notre but est que l'impact sur le patient soit nul, et la qualité des soins préservée. » L'objectif étant plutôt d'informer la population, afin qu'elle soit solidaire des soignants.

Pour l'heure, les actions se maintiennent dans les institutions et au sein des services, une manière de lancer un avertissement aux employeurs et aux politiques.

« L'intention est effectivement de faire pression sur les fédérations d'employeurs et sur les partis politiques, qui discuteront des enjeux prioritaires à inscrire dans leurs déclarations gouvernementales. Nous voulons que le refinancement des soins de santé en fasse partie. »

En l'absence de réponse concrète, des mouvements de grève pourraient être envisagés. « Cela n'a pas trop de sens de faire cela maintenant mais après la rentrée, c'est une possibilité. » ■